



**ARRETE TEMPORAIRE PORTANT REGLEMENTATION
SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
N° 42 CHEMIN DE LA REMISE
Création d'un branchement électrique**

Le Maire de Coubron,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-24 et L. 2213 et suivants, et l'article L.2122-28,

VU le Code de la Route et les décrets subséquents,

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 et modifié par arrêté du 8 avril 2002,

VU le décret n°91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution,

VU la demande d'arrêt de police de la circulation, la DICT 2023022802076T du 28 février 2023, et le plan d'exécution, présentés par la société ENEDIS,

VU l'autorisation de voirie communale n°A2023-012 en date du 13 mars 2023 au bénéfice de la société TERCA,

CONSIDERANT que la société «**TERCA**» domiciliée 3/5 rue Lavoisier à LAGNY-SUR-MARNE (77400), mandatée par ENEDIS doit entreprendre la création d'un branchement électrique au droit du 42 chemin de la Remise à Coubron,

CONSIDERANT que pour permettre l'exécution de ces travaux dans des conditions de sécurité satisfaisantes, il y a lieu de réglementer le stationnement et la circulation générale dans le chemin susvisé,

ARRETE

ARTICLE 1 : La société TERCA est autorisée à réaliser des travaux de création d'un branchement électrique au droit du 42 chemin de la Remise à Coubron, du :

Mardi 21 mars 2023 au vendredi 31 mars 2023 de 9h00 à 17h00. (horaires ouverts du chantier) *(Ce délai ne tient pas compte des aléas techniques, climatiques et autres. Il pourra être éventuellement prolongé)*

Les dispositions suivantes seront applicables :

- Une pré-signalisation de danger sera mise en place pour annoncer en amont et en aval le chantier (type AK5),
- La sté TERCA pourra déplacer les rochers posés sur le chemin pour accéder à la parcelle à viabiliser, mais sera tenue de les remettre en place le soir avant de quitter le chantier.
- Le stationnement et l'arrêt seront strictement interdits et considérés comme gênants face et de part et d'autre du 42 chemin de la Remise, excepté pour les véhicules affectés au chantier,
- Un passage en lisse sera installé pour maintenir la circulation des piétons, et toutes les dispositions seront prises pour garantir leur sécurité,
- L'emprise des travaux sera matérialisée par des barrières pleines de 1 mètre de hauteur minimum, solidement établies au sol,

- L'entreprise comblera les fouilles en procédant au remblai de la tranchée avec de la terre bien compactée.

ARTICLE 2 : La mise en place et la maintenance de la signalisation temporaire nécessaire à la matérialisation des dispositions du présent arrêté, conformes à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, sont à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté devra être affiché obligatoirement dans la rue concernée de façon lisible une semaine, avant le démarrage des travaux et être conservé pendant toute leur durée.

ARTICLE 4 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlement en vigueur.

ARTICLE 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Madame la Cheffe de la Circonscription de Sécurité Publique de Livry-Gargan,
Monsieur le Capitaine de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Clichy-sous-Bois,
Monsieur le Chef de la Police Municipale,
L'entreprise TERCA, exécutant les travaux,
L'entreprise ENEDIS, pour information,
L'entreprise SEPUR, pour information,
Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Coubron,
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Un exemplaire du présent arrêté sera publié et relié au registre des arrêtés municipaux.

ARTICLE 7: Le présent arrêté est susceptible de recours gracieux auprès de l'autorité compétente et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montreuil - 7 rue Catherine Puig - 93100 Montreuil, dans les deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Coubron le 13 mars 2023.



Le Maire,
Conseiller Régional d'Ile-de-France
Vice-Président de l'EPT GPGE

Ludovic TORO